



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 3 septembre 2019

Non à l'augmentation du prix de l'électricité !

Lundi 26 août nos camarades de l'Union régionale sud ont manifesté devant l'agence EDF des Casernes pour dénoncer l'augmentation scandaleuse de 5,9 % du prix de l'électricité survenue le 1er juillet dernier.

Cette augmentation n'a aucune justification économique, car les comptes de l'entreprise nationalisée sont au vert. EDF a encore réalisé 2 milliards d'euros de bénéfices au 1er trimestre 2019... malgré ses pertes dues au coût de construction du futur EPR (European Pressurised Reactor) de Flamanville (Manche) qui est passé en quelques années de 3 à 10 milliards d'euros et les cadeaux que le gouvernement et la commission européenne lui imposent de faire à ses concurrents du privé en leur vendant son électricité à bas prix afin que leurs tarifs puissent se mesurer à ceux d'EDF !

Comme on peut le constater une fois de plus, la concurrence entre entreprises capitalistes ne génère que des désagréments pour la population et surtout la plus pauvre : augmentation des prix des produits de première nécessité, réduction des heures d'accueil du public dans les agences EDF, sous-traitance.

Ceux qui font campagne sur le thème : services publics = services de mauvaises qualité et chers, nous mentent. Dans les mains des capitalistes et des actionnaires les prix s'envolent, car il faut rémunérer tous ces parasites du travail.

Alors oui EDF doit rester un service public et l'électricité un produit abordable pour tous les revenus. Non à l'augmentation de 5,9 % et à celles à venir, car ce n'est pas fini !

Accident à proximité réseau EDF à Saint Pierre

À Saint Pierre, rue du Four à Chaux, sur un chantier de la mairie, on a frôlé la catastrophe fin août. Un engin a heurté un câble souterrain haute tension d'EDF provoquant un très puissant court-circuit accompagné de flammes et projection de métal en fusion. Par chance, aucun ouvrier présent n'a été blessé lors cet accident. Par contre ceux qui travaillaient à proximité ont été fortement choqués psychologiquement.

D'après les dires du responsable de chantier, ledit câble n'était pas répertorié sur le plan remis par EDF avant le démarrage du chantier.

De plus le câble en question n'était pas suffisamment enfoui, ni protégé par un grillage ce qui est contraire aux normes de sécurité préconisées par EDF elle-même ! Alors quelles sont les causes de tels désordres ? L'absence de mise à jour des plans du réseau électrique proviendrait-elle de la réduction d'effectif dans le service cartographie d'EDF ? La non-conformité de ses installations électriques souterraines de l'utilisation systématique de la sous-traitance, de l'absence de contrôle de ses chantiers effectués par la sous-traitance ?

En tout cas, voilà une preuve que les économies faites en matière d'investissement et d'entretien du réseau sont criminelles. L'entreprise intervenant sur le chantier de Saint Pierre a porté plainte contre X. Elle a bien fait !

Prison Domenjod : une surveillante agressée, la direction indifférente

Dans un communiqué à la direction de l'administration pénitentiaire, la section CGTR de la prison de Domenjod dénonçait récemment les faits suivants :

Une de leurs collègues, première surveillante dans cette prison ayant été agressée pendant son service par un voyou, a été avertie de sa convocation au tribunal 20 heures avant le jugement de son

agresseur... alors que la direction de Domenjod avait connaissance de la date du procès depuis juin dernier.

La CGTR de cet établissement a alors interpellé la direction en s'indignant du fait que leur collègue soit moins bien traitée que son agresseur dans ces termes : « On oublie les agents ? Que faites-vous dans vos bureaux ? Pas grand chose, juste un petit mail la veille de l'audience ! » finissant par demander à la direction que celle-ci assure enfin « un soutien sans faille à leur collègue dans ces moments difficiles et que la lumière soit faite sur ces loupés ».

Grève des journalistes du Quotidien contre la censure

La majorité absolue des journalistes du Quotidien se sont mis en grève mardi 27 août contre la décision scandaleuse de leur direction de ne pas publier deux de leurs articles concernant l'un, un interview du président de l'Observatoire des prix, avec en arrière plan le rachat de Vindémia par le groupe Hayot, et l'autre, sur l'attribution d'une aide financière publique au site d'information Zinfos974.

La direction du Quotidien aurait justifié cette censure par le fait que le journal ne pourrait pas se passer des financements de ses annonceurs... qui ne sont autres que les capitalistes de la place !

Bel exemple d'indépendance journalistique ! En tout cas les journalistes du Quotidien ne l'ont pas entendu de cette oreille et, par leur grève, l'ont fait savoir à leur direction.

Ils ont bien fait et c'est tout à leur honneur.

Une réunion réussie !

Mardi dernier, une réunion d'information sur la récente réforme de l'assurance-chômage et celle en perspective des retraites a été organisée à notre permanence de Saint Benoît en présence de notre secrétaire général, Yvan Hoarau, et d'une cinquantaine de participants, pour la plupart syndiqués de l'Est. Comme l'on souligné tous les intervenants, ces réformes consistent, une fois de plus, à réduire les droits des travailleurs à la portion congrue pour mieux engraisser les capitalistes qui auront moins à déboursier en matière d'indemnisation des chômeurs ou de paiement des retraites.

Les chômeurs seront dorénavant indemnisés moins longtemps et les travailleurs devront travailler plus longtemps pour, au final, percevoir une retraite diminuée.

L'argent continue à s'accumuler dans les coffres-forts des grandes entreprises pendant que les travailleurs, les chômeurs et les retraités tirent de plus en plus le diable par la queue pour boucler les fins de mois.

Il faut que cela change. Seuls les travailleurs peuvent faire reculer patrons et gouvernement et les obliger à remballer leurs sales projets.

C'est pourquoi la CGTR appelle, avec la CGT de France, l'ensemble des travailleurs, actifs et inactifs, les jeunes et les chômeurs à manifester massivement contre les nouveaux mauvais coups que patrons et gouvernement veulent leur porter, Mercredi 24 septembre à Saint Denis.

Mobilisons-nous dès maintenant !

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !

**La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît
Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68**